

R D C - K A T A N G A
Système de Suivi de la Sécurité Alimentaire (FSMS) & de Surveillance des ménages et des Communautés (CHS) au Katanga
Octobre 2009

Numéro: Fév. 2010

Résumé

Aperçu général:

Ce rapport présente les résultats de la 4ème phase des enquêtes FSMS/CHS conduite dans les districts de la province du Katanga de en oct 2009. Les informations ont été collectées sur les indicateurs ci-dessous:

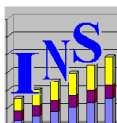
Consommation Alimentaire	2
Sources d'Aliments	3
Stratégie de survie	3
Dépenses	4
Revenus et activités économiques	5
Agriculture	5
Situations des précipitations	6
Vulnérabilité	6
Assistance Alimentaire	7

Dans l'ensemble, la situation de sécurité alimentaire dans les territoires étudiés de la province du Katanga s'est améliorée par rapport à Octobre 2008 pour la majorité des indicateurs selon les résultats de la dernière ronde de FSMS / CHS qui a eu lieu en Octobre 2009. Les bénéficiaires aussi bien que les non bénéficiaires ont montré une amélioration dans la consommation alimentaire, un indice de stratégie d'adaptation réduite qui signifie un faible niveau de stress, une dépendance accrue à la production propre en tant que source de nourriture (pour les non bénéficiaires seulement) et une réduction du pourcentage global des dépenses pour la nourriture (pour les ménages non bénéficiaires). Le pourcentage des dépenses pour la nourriture a augmenté pour les ménages bénéficiaires. Il n'est pas évident à ce moment de dire si cela est dû aux différences de prix entre Octobre 2008 et Octobre 2009 ou de la dépendance sur le marché comme source de nourriture. Le fait que le mois d'octobre est une période de soudure pourrait avoir contribué à la diminution de la dépendance sur la production propre pour les deux groupes.

La situation de la sécurité alimentaire varie selon les territoires. La consommation alimentaire s'est améliorée dans tous les territoires étudiés à l'exception de certains territoires dans les districts de Lualaba, Tanganyika et la partie nord du district du Haut-Katanga. La propre production a augmenté et l'achat a diminué pour la majorité des territoires à l'exception des territoires de Lualaba et du Tanganyika et certains territoires dans le district du Haut-Katanga. Les stratégies de survie à risque ont diminué pour l'ensemble des territoires étudiés à l'exception des territoires du district de Lualaba. Le revenu généré par la production agricole/ventes des produits agricoles a augmenté pour la plupart des territoires à l'exception de certains territoires, encore une fois dans le district de Tanganyika (Kalemie et Nyunzu). On peut en conclure qu'il y a peu de lien entre la situation des précipitations, de la végétation, des récoltes et la situation alimentaire dans la province. Les précipitations ne sont pas un facteur limitant pour la croissance et le développement des cultures, le maïs en particulier, à travers tous les districts de la province du Katanga.



Le Gouvernement Espagnol apporte un soutien financier pour la consolidation du système de suivi de la sécurité alimentaire en DRC – Katanga. La présente enquête a bénéficié de ce financement.



PARTENAIRES

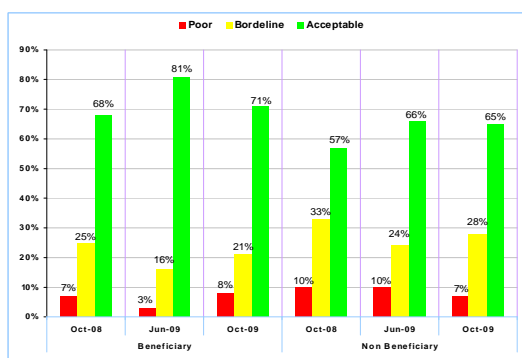
Ministère de l'Agriculture; RADEM; ECC/MERU; GFD; GAFEM; AASF; AJD; AME

INTRODUCTION

Les systèmes FSMS/CHS ont été établis dans le Katanga pour suivre la situation de sécurité alimentaire des districts à haut risque d'insécurité alimentaire tels qu'identifiés par le CFSVA 2007 et d'évaluer l'impact de l'assistance du PAM sur la sécurité alimentaire des ménages.

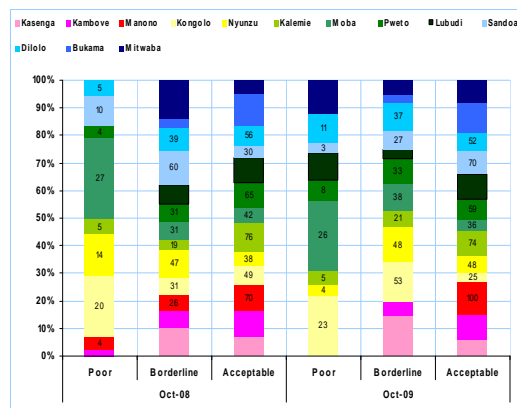
PRINCIPAUX RESULTATS DE LA 4eme PHASE

1. Consommation Alimentaire



Le niveau de consommation alimentaire permet non seulement de comparer la qualité du régime et de la diversité alimentaires entre les bénéficiaires et les non bénéficiaires, mais il est également utilisé pour établir un seuil de qualité de l'alimentation, permettant de comparer ces populations.

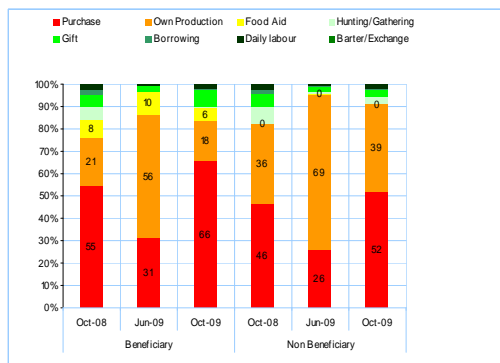
Dans l'ensemble, 66,5% des ménages échantillonnés ont été jugés comme ayant la consommation acceptable en octobre 2009 par rapport à 71% en Juin 2009 et 60% en Octobre 2008. Il y a une diminution de 5,2% et 1,6% dans les ménages ayant la consommation limite et pauvre, respectivement, au cours de cette enquête par rapport à octobre 2008. La consommation alimentaire ne s'est pas améliorée par rapport à Juillet 2009, période où les récoltes ont lieu par rapport à octobre, qui est une période de soudure.



La tendance dans les territoires est telle que la majorité (plus de 50% des ménages dans les territoires) a réalisé une consommation acceptable. Le pourcentage le plus bas de la consommation acceptable a été réalisé à Kasenga, Kongolo, Kalemie, Moba, Pweto et Dilolo comparativement à Octobre 2008.

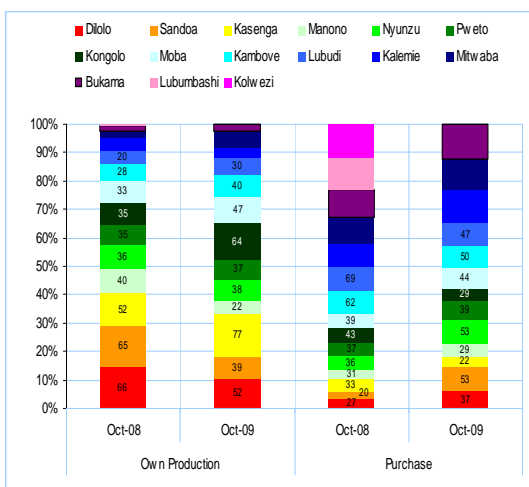
Comme le graphique en haut de la page le montre, le pourcentage de ménages ayant une consommation pauvre en Octobre 2009 a augmenté de 1% et 5% par rapport à Octobre 2008 et Juin 2009, respectivement pour les bénéficiaires, mais a diminué de 3% pour les non bénéficiaires. Toutefois, le pourcentage de ménages ayant une consommation acceptable a diminué de 10% pour les bénéficiaires et seulement 1% pour les non bénéficiaires par rapport à Juin 2009, mais a augmenté de 3% et 8% pour les ménages bénéficiaires et non bénéficiaires par rapport à Octobre 2008. Les deux groupes montrent également une diminution en pourcentage des ménages ayant une consommation alimentaire limite, mais beaucoup plus pour les ménages non bénéficiaires par rapport à octobre 2008.

2. Sources d'Aliments



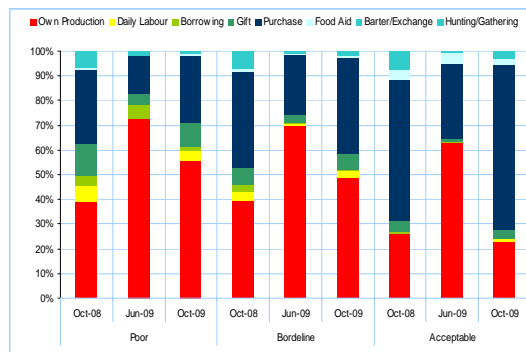
Comme l'illustre le graphique ci-dessus, en termes de sources de nourriture, à la fois les bénéficiaires et non bénéficiaires ont montré une dépendance accrue à l'achat de 55% à 66% et 46% à 52% respectivement par rapport à octobre 2008. La dépendance de la propre production a diminué également de 3% pour les bénéficiaires mais augmenté de 3% pour les non bénéficiaires.

Toutefois, en regardant les territoires, la majorité d'entre eux ont montré une augmentation de la production propre à l'exception de Dilolo, Sandoa (district de Lualaba), Kalemie et Manono (District du Tanganyika), tandis que l'achat a diminué pour Kasenga, Manono, Kongolo, Kampove, Lubudi, Mitwaba et Bukama, mais a augmenté pour Dilolo, Sandoa, Nyunzu, Pweto, Moba, Kalemie par rapport à octobre 2008.



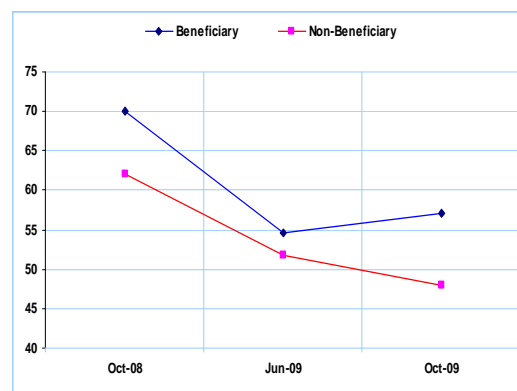
Comme le montre le graphique à droite en haut entre les trois groupes de consommation, les ménages ayant la consommation acceptable ont un pourcentage plus élevé de leurs produits alimentaires acquises des achats (au marché) que d'autres groupes et

par rapport à octobre 2008 et Juillet 2009. Les ménages avec une consommation pauvre ont une plus forte proportion de leur nourriture provenant de la propre production par rapport à d'autres groupes dans cette enquête comparativement à Octobre 2008 et Juin 2009.

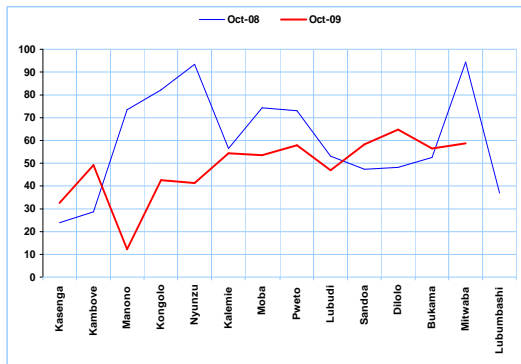


3. Stratégies de survie

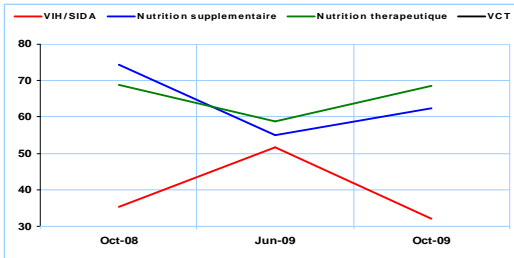
L'indice de stratégie de survie (CSI) mesure la fréquence et la gravité des mesures prises par les ménages en réponse à la pénurie alimentaire perçue.



Un faible score du CSI signifie moins de stress et, éventuellement, une meilleure sécurité alimentaire. Comme le montre le graphique de gauche, le CSI moyen pour les ménages bénéficiaires a été légèrement plus élevé que chez les non bénéficiaires. Il convient de noter également que le CSI moyen est inférieur par rapport à octobre 2008 pour les deux groupes. Mais légèrement plus élevé pour les bénéficiaires par rapport à Juin 2009.

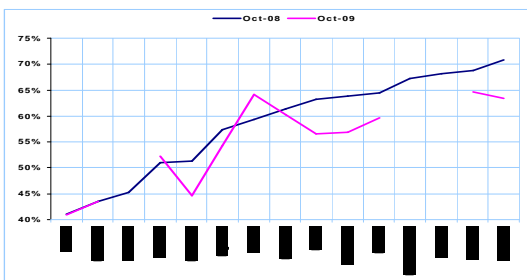


Comme le montre le graphique ci dessus, les tendances dans le CSI indiquent une diminution en octobre 2008 dans la majorité des territoires à l'exception de Sandoa et Dilolo (district de Lualaba). Une diminution du CSI moyen signifie que les ménages ont moins déclaré la réduction de la quantité de nourriture, la réduction du nombre de repas, la réduction des repas des adultes pour que les enfants mangent, l'emprunt des aliments et le recours aux aliments moins chers ou moins d'aliments préférés ; ainsi que l'achat de la nourriture à crédit.



En termes de programme, le CSI moyen est inférieur par rapport à Octobre 2008, exception faite de la nutrition thérapeutique. Le CSI moyen est plus élevée qu'en Juillet 2009 pour tous les programmes à l'exception du VIH/ Sida.

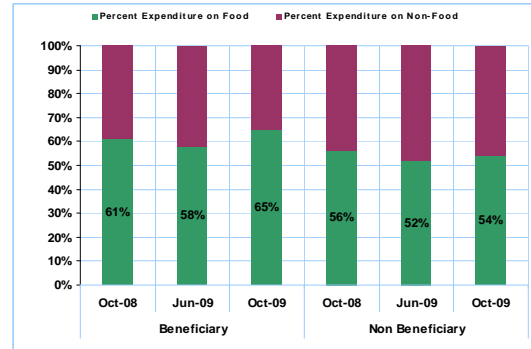
4. Dépenses



Le graphique ci-contre montre le pourcentage des dépenses des ménages sur l'alimentation

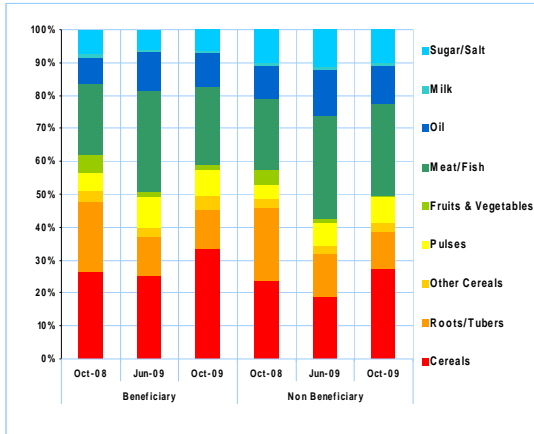
pour chacun des 15 territoires étudiés. Le graphique montre que les ménages à Mitwaba, Bukama, Kolwezi, Lubumbashi, Lubudi, Kambove, Moba, Kalemie et Pweto allouent un pourcentage plus élevé de leur revenu pour se nourrir que d'autres territoires.

Le pourcentage des dépenses des ménages à la nourriture est plus élevé pour les ménages bénéficiaires par rapport à Octobre 2008 et Juin 2009. Toutefois, elle est inférieure à octobre 2008 pour les non bénéficiaires.



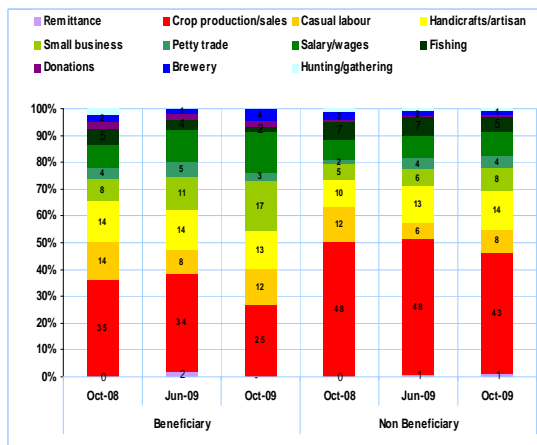
La tendance est aussi similaire, comme indiqué sur le graphique de gauche ci-dessous pour les deux groupes (bénéficiaires et non-bénéficiaires). Les dépenses des ménages en pourcentage a augmenté cette fois pour le maïs, autres céréales, légumineuses, viande / poisson et l'huile de 6%, 1%, 2%, 3% et 2% respectivement par rapport à octobre 2008. La tendance est similaire pour les non bénéficiaires, avec les dépenses qui ont augmenté pour le maïs (2%), les légumes secs (2%), viande/ poisson (3%) et l'huile (1%) par rapport à octobre 2008.

Comme indiqué plus haut les dépenses sur la nourriture pour les bénéficiaires et non bénéficiaires a augmenté par rapport à octobre 2008 et Juin 2009. Il n'est pas évident à ce moment, si cela est dû aux différences de prix entre 2008 octobre, juin 2009 et octobre 2009 ou si c'est à cause de la dépendance sur l'achat des denrées alimentaires sur les marchés.

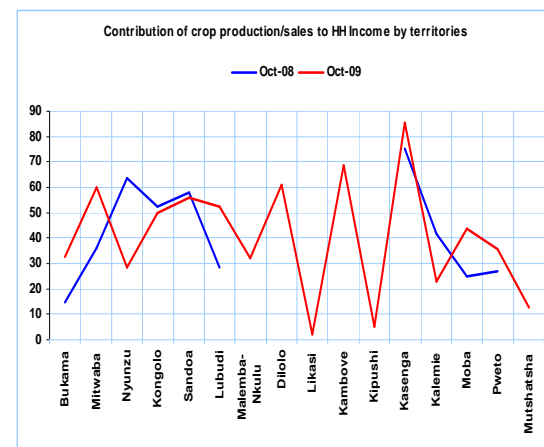


5. Revenus et activités économiques

En vue de mieux comprendre l'importance relative des différentes sources de subsistance, les ménages ont été invités à estimer la contribution de chaque source de revenu au revenu total du ménage.



Le graphique ci-dessus montre le changement moyen dans la contribution relative de différents moyens de subsistance pour les bénéficiaires et non bénéficiaires entre octobre 2008 et octobre 2009. Il montre que la contribution moyenne des ventes de la production agricole, le travail occasionnel, et de l'artisanat a diminué pour les bénéficiaires entre octobre 2008 et octobre 2009. Pour les non bénéficiaires, les ventes de la production agricole et le travail occasionnel a diminué tandis que l'artisanat a augmenté de 4%. On notera en particulier la contribution des petites entreprises aux revenus des ménages qui a augmenté de 9% et 3% pour les bénéficiaires et non bénéficiaires, respectivement.



A travers les territoires, la contribution des différents moyens d'existence montre que la production agricole / vente a augmenté pour Bukama (18%), Mitwaba (24%), Lubudi (23%), Kampove (7%), Kasenga (11%), Moba (19 %) et de Pweto (9%). Dilolo, Sandoa et Kongolo sont restés relativement les mêmes au cours de la période d'un an (entre octobre 2008 et octobre 2009). Kalemie et Nyunzu ont montré une réduction significative de la production végétale / vente en octobre 2009 par rapport à octobre 2008.

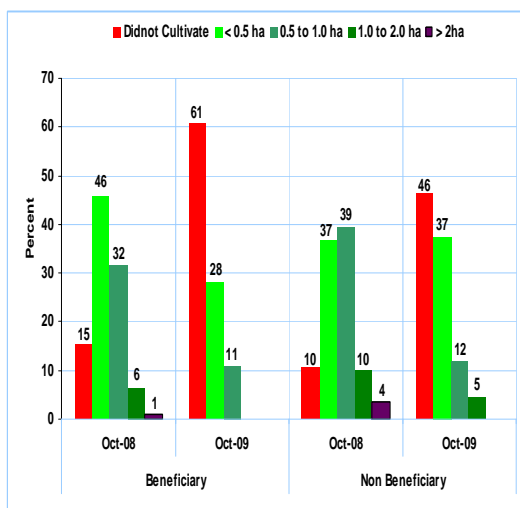
6. Agriculture

En comparant les ménages bénéficiaires et non bénéficiaires, il y a une différence significative dans l'accès aux terres avec 56% et 76% respectivement.

Comme le montre le graphique à la page suivante, plus de la moitié des ménages bénéficiaires n'ont pas cultivé cette année, comparativement à seulement 15% en octobre 2008, tandis que pour les ménages non

bénéficiaires aujourd'hui 46% ne cultivent pas, contre 10% en octobre 2008. Le nombre des ménages qui cultivent moins de 0,5 ha a également diminué pour les bénéficiaires mais il est resté le même pour les non bénéficiaires. Selon les répondants les principales raisons pour avoir cultivé moins de terres cette fois-ci sont la maladie d'un membre de famille (environ 50%) et le manque de main-d'oeuvre (28%).

A travers les territoires, la tendance du pourcentage de ménages qui ne cultive pas est très variable. Il est aussi faible que 20% en Kampove et aussi élevé que 76% à Pweto, 75% à Malemba-Nkulu et 60% à Likasi.



7. Situations des précipitations, de la végétation et des récoltes (Novembre et Décembre 2009)

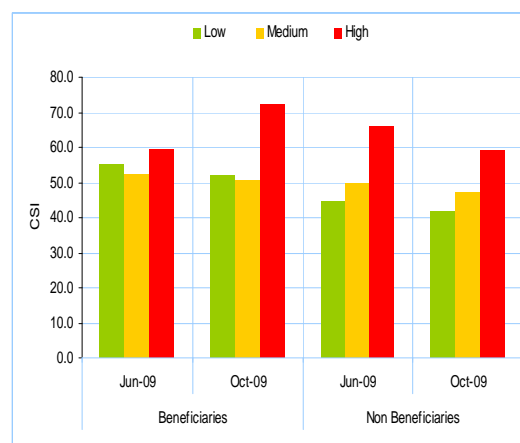
Au cours de Novembre, le stade de développement du maïs (une importante culture au Katanga) est essentiellement végétatif. Au cours de ce mois-ci, l'analyse de la pluviométrie a montré que toute la province a reçu soit des conditions normales ou supérieures à la normale des précipitations par rapport à la moyenne à long terme. L'indice de la satisfaction des besoins d'eau (WRSI) a également donné le résultat à 100% dans toutes les régions de la province. Pour le mois de Décembre où le maïs atteint le stade de la reproduction (dans presque toutes les régions de la province) et où la pénurie d'eau est assez critique par rapport à la phase végétative de Novembre, le WRSI est à 100%

dans toutes les régions de la province aussi. L'indice de la satisfaction des besoins en eau pour les cultures (WRSI) fournit une mesure de l'étendue à laquelle les besoins en eau des cultures ont été satisfaits (Source: Bulletin d'alerte rapide, le PAM Katanga, Novembre et Décembre 2009).

Les précipitations ne sont pas un facteur limitant pour la croissance et le développement des cultures, particulièrement pour le maïs, dans la province du Katanga en général tel qu'on l'a trouvé à partir du bulletin de la situation de la pluviométrie, la végétation et les récoltes pour les mois d'octobre, novembre et décembre et aucune différence significative n'a été observée entre les districts en fonction de ces variables au cours de ces mois.

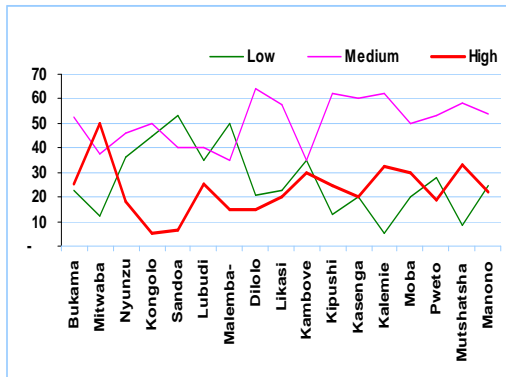
8. Vulnérabilité

La vulnérabilité a été évaluée en tenant compte de huit caractéristiques que chaque ménage possède. Les variables considérées incluent les ménages dirigés par des femmes, les personnes âgées chefs de famille, décès d'un membre du ménage au cours des dernières années, l'eau insalubre, la mauvaise toilette, la possession d'absence de bétail, pas d'accès aux terres cultivables, et pas d'enfants de 6 à 15 ans qui vont à l'école. Les ménages ont été décrites comme ayant un faible (0-1 caractéristiques), moyenne (2 à 3) et élevée (4 +) de la vulnérabilité.

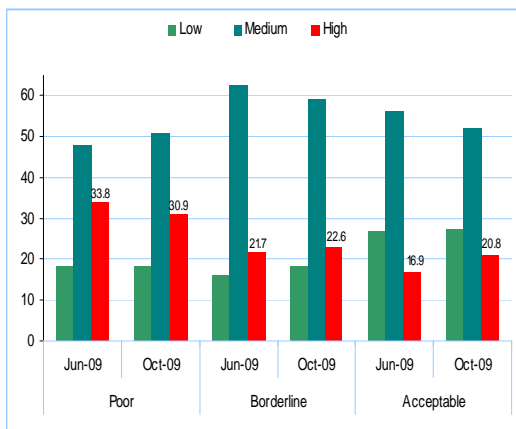


Comme le montre ci-dessus à gauche, les ménages bénéficiaires ont la vulnérabilité élevée (29%) par rapport aux ménages non

bénéficiaires (19%). Par rapport à la situation en juin 2009, le niveau élevé de vulnérabilité a un peu changé pour les non bénéficiaires alors qu'il a augmenté de 19% à 29% pour les bénéficiaires.

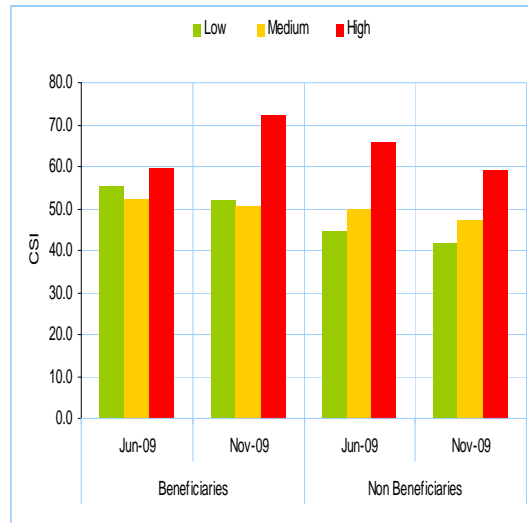


En termes de territoires, Mitwaba (50%) le territoire qui la vulnérabilité la plus élevée suivie de Kalemie (33%), Mutchatsha (33%), Moba (30%), Kipushi (30%) et Kampove (30%), tandis que les ménages à plus faible vulnérabilité sont à Kongolo (5%) et Sandoa (7%).



Comme le montre le graphique ci-dessus, la comparaison a été faite entre les groupes de consommation alimentaire et la vulnérabilité pour juin 2009 et octobre 2009. Comme il est clairement illustré dans le graphique ci-dessus, une grande vulnérabilité est associée à la consommation pauvre et faible niveau de vulnérabilité avec une consommation acceptable. Il peut être déduit de la représentation graphique que la vulnérabilité élevée a diminué pour les ménages avec consommation pauvre alors qu'un changement insignifiant est observé pour les

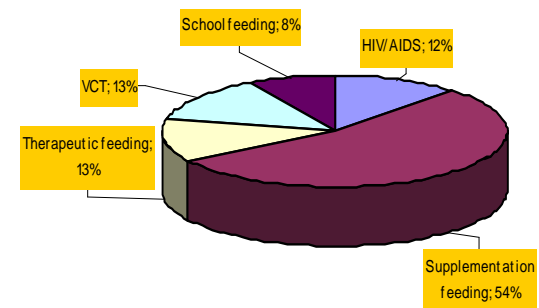
ménages avec consommation limitée et acceptable par rapport à Juin 2009.




Le graphique ci-dessus compare les moyennes d'indice de stratégie de survie (CSI) par niveau de vulnérabilité à la fois pour les ménages bénéficiaire et non bénéficiaires. Il est visible que les stratégies de survie à risque sont plus faibles pour les bénéficiaires pour les groupes à vulnérabilité moins élevées et moyenne. Pour les non bénéficiaires, les stratégies de survie à risque sont plus faibles dans chaque catégorie de la vulnérabilité. Cela signifie que l'aide alimentaire n'a pas réduit les stratégies de survie pour les bénéficiaires, en particulier pour des catégories très vulnérables.

9. Assistance Alimentaire

Types des programmes



Un total de 242 ménages bénéficiaires de l'aide alimentaire du PAM ont été interrogés pour cette quatrième manche de la FSMS-CHS. Selon les résultats de l'enquête, plus de 90% des bénéficiaires ont confirmé avoir reçu



une aide alimentaire au cours des six mois précédant l'évaluation. Une moyenne de 86% des ménages a reçu sa ration alimentaire au cours de la dernière distribution. Le panier alimentaire était composé de céréales, de légumineuses, d'huile végétale, sel, du CSB et du sucre (les deux dernières denrées sont distribuées pour les bénéficiaires des programmes de VIH/ Sida et de nutrition uniquement).

Les femmes continuent à jouer un rôle important dans la collecte de la ration alimentaire des ménages (les femmes ont collecté la ration du ménage dans 86% des ménages) aux points de distribution et dans la prise de décisions sur la façon dont la ration reçue par les ménages est utilisée (les femmes décident de comment la nourriture des ménages est utilisée dans 85% des ménages).

La situation de vente de la nourriture semble s'être améliorée par rapport à la précédente phase de FSMS. Une moyenne de 15% des ménages seulement a déclaré avoir partagé ou vendu une partie de l'aide alimentaire reçue au cours de la dernière distribution. Une moyenne de 90% des ménages a informé que la quantité de la nourriture vendue ou partagée était inférieure à 50% de la quantité reçue. Contrairement aux FSMS précédents, un pourcentage très faible des bénéficiaires de la CSB et le sucre a vendu une partie de leurs rations pour ces produits. Ceci est très important dans la mesure où ces produits ne sont distribués que pour le VIH / SIDA et les programmes de nutrition.

Quatre-vingt cinq pour cent des répondants sont satisfaits du système d'enregistrement. Cependant, 64% d'entre eux pensent que toutes les personnes les plus vulnérables n'ont pas été sélectionnées comme bénéficiaires d'aide alimentaire.


Une moyenne de 83% des répondants est satisfaite du goût, la condition physique, et la durée de la préparation, l'odeur et la couleur de l'aide alimentaire du PAM.

Recommandations et voie à suivre

- L'inclusion de plus d'indicateurs agricoles, notamment le rendement telle que recommandée lors de la troisième phase

FSMS/CHS n'a pas été possible due aux contraintes budgétaires et de temps. Les partenaires opérationnels devraient partager une partie du coût de cet exercice pour des meilleurs résultats et l'inclusion de plus d'importants indicateurs de sécurité alimentaire.

- Dans la mesure du possible, les prix qui sont d'importants indicateurs de disponibilité et d'accès à la nourriture, devraient être surveillés au moins dans les districts et les territoires identifiés qui n'ont pas montré d'amélioration en termes de sécurité alimentaire. Cela devrait être discuté avec les partenaires opérationnels afin d'élaborer un plan de collecte de données sur les prix de certains produits et les territoires.
- Au cours de la dernière phase de FSMS / CHS, il avait été recommandé que le Bureau du Katanga au cours de ses activités de Post Distribution Monitoring (PDM) se penche sérieusement sur la situation de vente des vivres en vue de capturer les principales raisons de ces ventes. Cette recommandation n'est pas encore mise en place. Le PAM Katanga devrait mettre au point un plan de mise en œuvre de cet important exercice de concert avec ses partenaires de coopération.
- Il a été noté que les non bénéficiaires avaient un CSI meilleur que celui des bénéficiaires, ce qui implique que les stratégies qu'ils utilisent sont moins graves que ceux des bénéficiaires. Il est donc souhaitable de mettre en œuvre l'appui qui permet aux bénéficiaires de démarrer les mêmes activités génératrices de revenu que les non-bénéficiaires. Cela leur permettra d'améliorer leurs revenus et mieux répondre aux besoins alimentaires pendant les périodes de vaches maigres.
- Il a été noté depuis la première enquête de suivi en 2008 Juin, une diminution du pourcentage des ménages ayant accès à la terre, une réunion avec les autorités devraient clarifier ce phénomène afin d'y faire face. Les résultats de l'enquête montrent que les ménages sont largement tributaires de l'agriculture. Ainsi, toute perte de terre pourrait être une cause potentielle de diminution de la production agricole et



par conséquent de la réduction de la disponibilité alimentaire.

- Comme les problèmes de l'insécurité alimentaire sont plus fréquents pendant les périodes de soudure, le PAM devrait mettre en place un système qui permet d'anticiper cette situation. Il pourrait s'agir par exemple de la création d'un grenier de sécurité alimentaire en collaboration avec des partenaires et du gouvernement. Les réserves de ces filets de sécurité seront mis sur le marché à des prix des producteurs en période de soudure précoce pour anticiper les augmentations des prix des denrées de base. Les réserves de ce grenier de sécurité alimentaire permettront également de lutter contre les crédits d'usure pratiqués par les commerçants durant la période de soudure.